



Marché du porc : les industriels en difficulté

Le porc d'importation fait son grand retour au rayon charcuterie, face à des charges insoutenables pour la filière française. Sans soutien de la grande distribution, son avenir est incertain.

Jean Le Borgne

● En plein covid, le logo « Porc français » avait fleuri dans les rayons des supermarchés. Toujours présent à la boucherie, il a presque disparu côté charcuterie, ces dernières semaines, alors qu'il était déjà peu présent sur le jambon. À l'heure où le cours du porc français affiche un prix record et face à l'inflation sur les produits alimentaires, la grande distribution fait le choix du con-

sommateur en favorisant les produits d'importation moins chers, Espagne en tête. « Il est pourtant nécessaire que la filière se serre les coudes si elle ne veut pas voir la baisse de la production s'accroître encore plus », alerte Michel Bloch, le président de l'UGPVB, le syndicat des organisations de producteurs bretons. La Fédération du commerce et de la distribution n'a pas donné suite à notre sollicitation.

Activité réduite

Face à un marché européen une nouvelle fois déstabilisé par une demande asiatique tournée vers l'Amérique du Nord et compte tenu de la distorsion de concurrence, les industriels déjà affectés par le décrochage historique du cheptel (en recul de 6 %) sont en difficulté. Chaque semaine, dans le Grand Ouest, ils abattent 20 000 porcs de moins, et sont souvent contraints de réduire leur activité à quatre jours par semaine. Mais ce sont surtout les unités de salaison qui ont

été conduites à baisser drastiquement leur production, faute de pouvoir passer des hausses de prix et donc, faute de marché. Leur situation est jugée inquiétante par le président de l'UGPVB. À Lamballe (22), la situation du n°1 français du porc, Cooperl, alarme les salariés soucieux de l'issue des négociations commerciales.

Le cours du porc à la baisse

Dans ces conditions doublées d'une activité réduite par les jours fériés du mois de mai et d'une météo peu propice aux grillades, le cours du porc baisse, chaque semaine, au marché au cadran de Plérin (22). Après avoir atteint 2,38 € en avril, le kilo de porc était coté à 2,18 €, vendredi 5 mai. Pas de quoi s'alarmer pour le moment, estime Michel Bloch : « À moyen terme, il n'y a pas d'inquiétude majeure, même si le cadran est peut-être monté trop haut au risque de descendre trop bas. » Une baisse pourtant regardée avec attention par les producteurs. Et

pour cause, si les cours des matières premières refluent, tant en matière d'énergie que de céréales, les factures payées par les éleveurs tardent à baisser, constate Carole Joliff, la présidente du comité régional porcin.

Une nouvelle restructuration ?

D'ores et déjà, la question d'une restructuration industrielle se pose, avec 20 000 porcs de moins par semaine et une baisse d'activité en charcuterie. D'autant que la courbe de la production semble impossible à inverser compte tenu des contraintes environnementales et sociétales mais aussi de la faible attractivité du métier. Une baisse d'activité partagée par l'ensemble des industriels : elle représente l'activité d'un abattoir. Dans ces conditions, des sites industriels d'abattage et de salaison sont menacés, à moyen terme, dans le Grand Ouest, alors que seules les difficultés d'accès à l'eau semblent aujourd'hui en mesure de freiner le rouleau compresseur espagnol.